Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

1 | 2018
Doctrines

Serbie

Filip Bojić

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdctss/2062>

DOI : 10.4000/rdctss.2062

ISSN : 2262-9815

Éditeur

Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 186-187

ISSN : 2117-4350

Référence électronique

Filip Bojić, « Serbie », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* [En ligne], 1 | 2018, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 12 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdctss/2062> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdctss.2062>

Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

FILIP BOJIC

UNIVERSITÉ DE BELGRADE

En 2009, La République de Serbie a adopté la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage qui régit le domaine de l'emploi et des droits à l'assurance-chômage. Il faut souligner que la Serbie a adopté le modèle de l'Agence fédérale pour l'emploi allemande selon lequel, le service national de l'emploi applique des mesures actives (la fourniture de services liés au marché du travail) ainsi que des mesures passives telle que l'assurance-chômage¹. Ce concept se distingue de celui retenu en France où le service national ne s'occupe que de la fourniture de services liés au marché du travail et des mesures actives². À la mi-décembre 2017, l'Assemblée nationale de la République de Serbie a adopté, en procédure d'urgence, sans débat public et donc sans discussion avec les représentants des partenaires sociaux, les amendements de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage³.

Afin d'appliquer plus efficacement les lois, le législateur a indiqué les principaux buts des amendements de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage ; à savoir, parvenir à une pleine efficacité du fonctionnement du service national, à une réduction des coûts et à une meilleure formulation de certaines questions⁴. La plupart des amendements portent sur l'allocation chômage versée aux assurés affectés par le risque du chômage, s'ils remplissent les conditions légales prévues pour cette prestation qui est versée aux assurés involontairement privés d'emploi⁵. Il s'agit du droit garanti par l'article 69 de la Constitution de la République de Serbie qui prévoit qu'un travailleur privé temporairement d'emploi a droit à être indemnisé⁶. C'est une raison de plus qui oblige le législateur à détailler les conditions nécessaires pour bénéficier du droit à l'allocation chômage.

L'introduction de l'allocation journalière est l'innovation la plus importante de cette loi. Elle s'obtient par la multiplication de l'indice de l'allocation journalière par l'indice majoré propre au bénéficiaire⁷. Elle a été introduite dans la législation serbe pour établir précisément le montant de l'indemnité mensuelle de chômage qui est le résultat du montant de l'allocation journalière par le nombre de jours du mois pour lequel un bénéficiaire a droit au versement de l'allocation. L'indice de l'allocation journalière est de 1 000 dinars (8,50 €) y compris les cotisations sociales salariales. L'autre nouveauté réside dans le fait que la loi détermine un montant mensuel minimum (22 390 dinars - 188 €) et maximum de l'allocation chômage (51 905 dinars - 437 €); de même la loi sur l'assurance retraite et invalidité détermine le montant mensuel minimum et maximum de la pension de vieillesse et d'invalidité. Avant, il était prévu que le montant de l'indemnité corresponde à 50 % du point de l'indice salarial,

1 B. Lubarda, *La loi du travail, la discussion sur le dialogue social et la dignité au travail*, Faculté de droit de l'université de Belgrade, 2012, p. 309

2 *Ibid.*

3 Amendements de la Loi sur l'emploi et l'assurance-chômage, *Journal officiel de la République de Serbie* -(JORS ci-après), n° 113/2017.

4 L'explication de la proposition de Loi sur l'emploi et l'assurance-chômage, est disponible, en p. 4, sur le site de l'Assemblée Nationale de la République de Serbie : http://www.parlament.rs/upload/archive/files/cir/pdf/predlozi_zakona/3781-17.pdf

5 Conformément aux dispositions de la Loi, la durée de l'indemnisation est au maximum de 3 mois, si le salarié a un à 5 ans d'ancienneté; 6 mois, s'il a entre 5 et 15 ans d'ancienneté; 9 mois, s'il a plus de 25 ans d'ancienneté. Exceptionnellement, la durée de l'indemnisation est de 24 mois, si 2 ans ou moins manquent à un salarié pour remplir la première condition de partir en retraite (loi sur l'emploi et l'assurance-chômage, art.72 JORS, n° 36/2009, 88/2010, 38/2015, 113/2017 et 113/2017-).

6 Art. 69, paragraphe 3 de la Constitution de la République de Serbie (JORS, n° 98/2006)

7 Art. 69 de la Loi sur l'emploi et l'assurance-chômage

c'est-à-dire le salaire moyen versé au chômeur au cours des 12 mois précédant la fin du contrat de travail et qu'il ne pouvait être ni supérieur à 160 % ni inférieur à 80 % du salaire minimum déterminé pour le mois de versement de l'allocation⁸. À partir du 1^{er} janvier 2019, l'indice de l'allocation journalière ainsi que le montant mensuel minimum et maximum de l'indemnité, seront harmonisés avec l'indice annuel des prix à la consommation de l'année civile précédente⁹.

Il faut également souligner que les dispositions de la nouvelle loi sur la procédure administrative¹⁰ vont entrer en vigueur le 1^{er} juin 2018. Étant donné que le chômeur bénéficie du droit à l'indemnité en soumettant une demande au bureau chargé du service national de l'emploi, conformément aux dispositions de la loi sur la procédure administrative générale, il est nécessaire d'harmoniser des dispositions de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage avec celles de la nouvelle loi sur la procédure administrative générale. Un nouveau paragraphe a été ainsi ajouté déterminant la procédure pour bénéficier du droit à l'assurance obligatoire. Cette disposition prévoit que le recours déposé contre la décision de première instance sur les droits du chômeur ne suspend pas l'exécution de la décision rendue en première instance¹¹.

En République de Serbie, outre le service national de l'emploi, les agences d'emploi privées, créées par une personne physique ou morale peuvent fournir un ou des services liés au marché du travail¹². À cet effet, il faut présenter une demande écrite pour que le Ministère délivre une licence à l'agence et vérifie par là-même si elle est dotée de moyens matériels et humains nécessaires et suffisants à l'accomplissement de la mission. La loi détermine expressément une liste d'interdictions de fonder une agence d'emploi. Ainsi une personne pénalement condamnée à une peine de prison ferme d'au moins six mois ne peut ni fonder une agence ni fournir des services liés au marché du travail pendant une période de 3 ans après avoir purgé la peine d'emprisonnement; cela vaut aussi pour le fondateur d'une agence ayant perdu la licence pendant une période de 3 ans à compter de la date de retrait de la licence¹³. Étant donné qu'en pratique, des entreprises sans licence fournissaient des services liés au marché du travail, les amendements à la loi ont introduit une interdiction supplémentaire selon laquelle une personne, inspectée et repérée par l'autorité compétente comme une entreprise non enregistrée qui fournissait des services liés au marché du travail ne peut pas fonder une agence¹⁴. Cette interdiction est valable pendant 3 ans à compter de la date de la décision judiciaire. Compte tenu de cela, on en déduit que toutes ces interdictions sont temporaires et d'une durée de 3 ans. Les nouvelles dispositions offrent une meilleure protection aux citoyens de la République de Serbie qui recourent aux services d'une agence comme médiateur pour rechercher un emploi à l'étranger car, dans la plupart des cas, la pratique a montré qu'il s'agissait la plupart du temps d'entreprises non-enregistrées¹⁵.

8 Art.69 et art.70 de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage (avant des changements de l'année 2017).

9 Art. 70 de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage.

10 JORS, n° 18/2016

11 Dans le système juridique serbe, l'autorité de deuxième instance, est le directeur du service national de l'emploi qui rend une décision en dernier ressort, contre laquelle il est possible d'engager un recours devant le tribunal administratif compétent. Art. 80 de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage

12 La loi prévoit que les agences privées ne peuvent ni embaucher des personnes mineures ni proposer des travaux à haut risque.

13 Art. 22 de la Loi sur l'emploi et l'assurance-chômage.

14 Art. 22 de la Loi sur l'emploi et l'assurance-chômage.

15 Proposition de loi sur l'emploi et l'assurance-chômage, Assemblée Nationale de la République de Serbie http://www.parlament.rs/upload/archive/files/cir/pdf/predlozi_zakona/3781-17.pdf